



Pays andins et Cuba

Semaine du 4 au 10 mai 2018

© DG Trésor

N°18 – Mai 2018

Région
2017 – Population : 153 M
PIB : 972 Mds USD

Evolution des principaux marchés

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
COLCAP	1 558,5	-0,5%	11%
S&P/BVL Peru Select	397,4	-1,2%	35%
Pétrole (USD / baril WTI)	71,2	5,3%	50%
Charbon (USD / t Colombie)	75,8	0,0%	11%
Zinc (USD / livre)	3 065,0	-1,1%	16%
Cuivre (USD / livre)	6 783,0	0,1%	24%
Nickel (USD / t)	13 973,0	2,7%	53%
Or (USD / once)	1 315,2	0,6%	8%
Sucre (USc / livre ISA)	11,9	-3,1%	-27%
USD/COP	2 864,7	1,1%	-4%
USD/PEN	3,3	0,8%	0%
USD/VEF (taux Dicom)	69 825,0	1,4%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

L'accès à l'électricité progresse, mais la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie recule.

Selon un rapport conjoint de différentes agences internationales (AIE, Irena, Banque mondiale et OMS), les pays de la région ont globalement (hormis le Guyana et le Suriname) rattrapé leur retard d'électrification depuis 1990 face aux autres grands pays d'Amérique latine. Dans le même temps, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique total des différents pays a plus reculé que dans ces derniers.

Pays	Accès à l'électricité (% population)			Part des énergies renouvelables (% consommation énergie)		
	1990	2016	Var. (%)	1990	2015	Var. (%)
Bolivie	56,4	93,0	64,9%	37,4	17,5	-53,2%
Colombie	89,9	99,0	10,1%	38,3	23,6	-38,4%
Cuba	92,5	100,0	8,1%	42,9	19,3	-55,0%
Equateur	88,9	99,9	12,4%	24,2	13,8	-43,0%
Guyana	68,2	84,2	23,5%	42,2	25,3	-40,0%



Pérou	60,2	94,9	57,6%	39,4	25,5	-35,3%
Surinam	100,0	87,2	-12,8%	0,0	24,9	N.D.
Venezuela	97,4	99,6	2,3%	12,0	12,8	6,7%
Argentine	90,6	100,0	10,4%	8,9	10,0	12,4%
Brésil	87,5	100,0	14,3%	49,9	43,8	-12,2%
Mexique	94,3	100,0	6,0%	14,4	9,2	-36,1%

Forte réduction du déficit commercial bilatéral avec la zone au 1^{er} trimestre.

Le déficit commercial de la France à l'égard des pays de la région s'est réduit à 35 MEUR au 1^{er} trimestre, en recul de 64% en glissement annuel. Cette amélioration est notamment attribuable au rebond de l'excédent à l'égard de la Colombie (reprise des livraisons de matériel aéronautique) et la progression de notre solde avec Cuba (moindres importations de produits agroalimentaires).

Pays	Solde 1 ^{er} trim. 2018 (MEUR)	Solde 1 ^{er} trim. 2017 (MEUR)
Bolivie	-17,1	-9,4
Colombie	59,0	8,1
Cuba	50,0	33,4
Equateur	-53,7	-76,1
Guyana	-1,7	-2,4
Pérou	-65,6	-59,5
Surinam	-0,8	0,5
Venezuela	-4,9	8,5
Total région	-34,8	-96,9
Argentine	146,0	159,0
Brésil	415,9	320,1
Mexique	181,6	89,0
Total mondial	-20 260	-24 769

Colombie

2017 – Population : 49 M

PIB : 307 Mds USD

Hausse de 9,8% des exportations au 1^{er} trimestre en g.a.

A 9,7 Mds USD, les exportations colombiennes ont notamment été tirées par la hausse des cours des matières premières (+15,7% pour les exportations des produits des industries extractives). Ces produits ont représenté 57,1% des exportations colombiennes au 1^{er} trimestre, contre 54,3% un an plus tôt.

Hausse du montant des prêts agricoles au premier trimestre.

Selon le rapport de Finagro, entre janvier et mars, le montant des prêts reçus par les agriculteurs a augmenté de 15,2%, atteignant 3.600 milliards COP. Au total, 100.137 prêts ont été accordés sur les trois premiers mois de l'année, et 70% du montant de ces prêts était destiné aux grandes exploitations. Toutefois, le crédit agricole reste proportionnellement faible : il représente 4,4% du total des prêts (l'agriculture, l'élevage, la chasse, la sylviculture et la pêche regroupent 17,1% de la population active), alors qu'il est proche de 8% en Amérique latine.

Bogota et Medellin sont les villes les plus compétitives du pays.

Le Conseil privé de la compétitivité du gouvernement et le Centre d'études sur la compétitivité de l'Université del Rosario ont produit la 1^e édition de leur indice sur la compétitivité des villes. Selon cet indice, fondé sur dix



pilliers allant des infrastructures à l'innovation en passant par l'éducation supérieure, Bogota obtient une note de 7,41 sur 10, contre 7,00 pour Medellin et 6,14 pour Manizales. Parmi les 23 villes considérées, le trio de queue est constitué de Florencia (3,62), Quibdo (3,34) et Riohacha (2,79).

Le ministère des finances relâche les contraintes de déficit à moyen terme.

Compte tenu de la croissance attendue cette année (2,7%, inférieure aux 3,5% de croissance potentielle), le déficit maximal autorisé pour 2019 a été étendu de 2,2% à 2,4%, et celui pour 2020 de 1,6% à 2,2%. L'objectif de retour à un déficit de 1% a dans le même temps été reculé de 2022 à 2027. La perspective de déficit pour 2018 a en revanche été maintenue à 3,1%.

Approbation en commission du projet de loi sur le nouveau peso.

Le projet de loi visant à éliminer trois zéros des dénominations de la monnaie fiduciaire a été approuvé par la 3^e commission de la Chambre des représentants, compétente pour les sujets de finances publiques. Cette décision donne libre cours au projet de loi, qui sera discuté en séance plénière dans les quinze prochains jours. Le ministre des Finances, Mauricio Cárdenas, a notamment défendu une initiative visant à faciliter la vie des Colombiens.

Fitch confirme sa notation souveraine.

L'agence de notation a maintenu sa notation BBB avec une perspective stable, soulignant l'engagement des autorités colombiennes pour atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire et de la dette publique. Fitch souligne toutefois que des ajustements supplémentaires seront nécessaires pour se conformer à l'objectif de déficit budgétaire de 2,4% prévu pour 2019. L'agence de notation estime que la continuité de la politique économique et fiscale devrait être assurée après l'élection présidentielle.

Cuba

2017 – Population : 12 M**PIB^E : 96 Mds USD**

Le Club de Londres renforce ses équipes de négociation concernant la dette cubaine.

Le fonds d'investissement anglais CRF I Ltd., principal créancier du Club de Londres qui réunit plusieurs créanciers privés, a annoncé l'embauche de l'avocat Matthew McGill pour tenter d'obtenir le remboursement de la dette cubaine, estimée à 1,3 Md USD. McGill s'était notamment illustré en obtenant des remboursements importants de l'Argentine, avant la crise dite des fonds vautours, et était également intervenu sur le cas du défaut de paiement de la dette portoricaine. Il devrait être rejoint sur ce dossier par Charles Falconer, l'ancien secrétaire d'Etat britannique à la justice. Cette décision intervient après que le Club de Londres a proposé en début d'année un rééchelonnement de sa dette au gouvernement cubain, proposition restée sans réponse à ce stade.

Nouvelle série d'accords entre Cuba et l'UE dans le secteur touristique.

Durant la 38^{ème} édition de la Foire Internationale du Tourisme (FITCuba) qui a rassemblé près de 3.300 représentants du secteur provenant de 62 pays, Cuba a signé des accords portant sur la gestion de nouveaux établissements hôteliers et la connexion aérienne avec l'Europe. Annoncés par le ministre du Tourisme, Manuel Marrero Cruz, ils concernent la signature d'un MoU entre le groupe français Louvre Hotels (sous le contrôle de Jin Jiang International Holdings Co) et la chaîne hôtelière cubaine Cubanacán pour la gestion des hôtels à Sagua la Grande dans la province de Villa Clara qui sera desservie par une connexion aérienne journalière via l'aéroport de Santa Clara. Cette liaison aérienne sera gérée par le tour-opérateur allemand FTI dès l'hiver prochain. Ces accords viennent en complément des contrats signés entre l'espagnol Ibérostar et Gaviota pour la gestion de l'hôtel Packard à la Havane.

**Equateur****2017 – Population : 17 M****PIB : 99 Mds USD****Balance des paiements déficitaire en 2017.**

En 2017, la balance des paiements a enregistré un déficit de 1,8 mds USD (contre un excédent de 1,2 mds USD en 2016) qui est le résultat d'une baisse du solde du compte courant (solde négatif de 255 MUSD en 2017 contre un solde positif de 1,4 mds USD en 2016), imputable à l'augmentation des importations et surtout à l'augmentation du paiement des intérêts de la dette, et de l'augmentation du déficit du compte financier qui s'est établi à 1,6 mds USD en 2017 (contre un solde excédentaire de 679 MUSD en 2016).

Guyana**2017 – Population : 0,8 M****PIB : 3,6 Mds USD****Perspectives économiques favorables pour le Guyana.**

Après une visite au titre de l'article IV, le FMI estime que les perspectives à moyen terme du Guyana sont favorables, et que le début de la production de pétrole en 2020 sera un tournant pour l'économie du pays. Le FMI a toutefois souligné que le financement des déficits à court terme devrait être soigneusement géré, et soutient la prudence des autorités à l'égard des emprunts extérieurs privés. La mission soutient les efforts des autorités pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques, et souligne la nécessité d'améliorer la compétitivité du pays.

Venezuela**2017 – Population : 31 M****PIB : 215 Mds USD****Nouvelles sanctions américaines à l'encontre de trois individus et vingt entreprises.**

En vertu de la *Foreign Narcotics Kingpin Designation Act (Kingpin Act)*, le département américain du Trésor (OFAC) a sanctionné trois individus vénézuéliens et une vingtaine d'entreprises leur appartenant, domiciliées au Venezuela et au Panama. L'OFAC les soupçonne d'être impliqués dans le trafic de stupéfiants.

CONOCO PHILLIPS traque les actifs à l'étranger de l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA).

Donnant suite à la sentence d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), le Groupe pétrolier américain CONOCO PHILLIPS a entrepris une série de démarches pour saisir les actifs à l'étranger de PDVSA, en visant notamment les 4,8 millions de barils de pétrole stockés à Saint-Eustache, le terminal pétrolier de Bonaire et la raffinerie *Isla* basée à Curaçao (capacité de 335 000 b/j). Les actions de CONOCO PHILLIPS auraient obligé PDVSA à repositionner une dizaine de pétroliers dans ses eaux territoriales et à Cuba afin d'éviter qu'ils soient saisis. Elles affecteront aussi les activités de raffinage du brut vénézuélien dans ces îles (400 000 b/j soit le tiers des exportations pétrolières vénézuéliennes).

RUSORO cherche à saisir les actifs appartenant à CITGO, filiale de PDVSA aux Etats-Unis.

Le Groupe minier canadien cherche à saisir les actifs appartenant à CITGO à cause de l'absence d'exécution de la sentence d'arbitrage datant de 2016. Le jugement du centre de règlement des différends de la Banque mondiale (CIRDI) astreignait le Venezuela à verser 1,34 Md USD de dommages et intérêts suite à l'expropriation en 2012, d'une mine d'or appartenant au Groupe minier.

SNC-LAVALIN lance une procédure judiciaire contre PDVSA.

Le Groupe canadien d'ingénierie a saisi le tribunal de justice du district de Manhattan en raison d'impayés de l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) s'élevant à 25 MUSD. Les difficultés de paiements de PDVSA ont



conduit les entreprises parapétrolières (SCHLUMBERGER NV, BAKER HUGHES, GE COMPANY et WEATHERFORD INTERNATIONAL PLC) à réduire fortement leurs activités au Venezuela ce qui pèse lourdement sur la production d'hydrocarbures. Selon les données publiées par REUTERS, les exportations de brut vénézuélien ont chuté de 29% sur un an, pour n'atteindre que 1,19 Mb/j durant le 1^{er} trimestre de 2018.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-joporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques de la zone Pays andins et Cuba
Revu par : François LAVALETTE

Version du 10 mai 2018